



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

À l'hôpital de Montpellier : l'État demeurera-t-il aux abonnés absents ?

Question écrite n° 13564

Texte de la question

M. François Ruffin alerte M. le ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion sur l'hôpital de Montpellier : l'État demeurera-t-il aux abonnés absents ? « Ca fait treize années que je suis ici, à l'hôpital de Montpellier, mais là, vraiment, la charge de travail, les cadences, ce n'est plus possible. On court, on court, on ne respire plus ». Leïla, comme ses collègues agents d'entretien, n'en peut plus : « Ils nous ont ajouté le protocole d'hygiène, on a reçu une formation. La désinfection des chariots, c'est très bien, l'essorage de la serpillière... Mais ils n'ont pas ajouté de temps, au contraire : ils ne nous préparent plus les filets, c'est à nous de chercher dans le bac, on perd du temps ». Le temps, la course après le temps, c'est la clé : « Avant, la salariée faisait mon secteur en 7 h. Moi, j'ai la même surface, en 4 h. Et en plus, ils m'imposent leurs scanners ». Ces « scanners », c'est la goutte d'eau : « On nous demande de badger, pas seulement quand on prend notre poste et quand on le quitte, non : dès qu'on entre dans une pièce, dès qu'on en sort. Tu fais un bureau, tu badges deux fois, deux fois pour des toilettes, deux fois pour une chambre... Ca fait une soixantaine de fois dans ta journée. Pour mieux nous surveiller, chasser les temps morts. Mais en plus, leurs scanners ne marchent pas. On perd parfois deux minutes... ». C'est par les horaires, par le temps compté, chronométré, qu'est venue la colère. S'y ajoutent, bien sûr, les salaires, avec bien souvent des temps partiels contraints, des paies de 1 200 euros, 1 300 euros, au mieux 1 400 euros. « Il n'y aura rien au pied du sapin. C'est dur. On se serre la ceinture ». D'où leur revendication, comme on l'a obtenu à l'Assemblée, d'un treizième mois. Et pourtant, elles rapportent. Oui, la revue médicale anglaise *BMC Medicine* l'a évalué : à l'hôpital, chaque euro investi dans le ménage, ce sont dix euros de soins qui sont économisés. Parce que ce sont des maladies nosocomiales qui sont évitées. Voilà donc deux mois, et même plus, qu'elles sont en grève. Leur employeur, Onet, ne lâche rien. Le donneur d'ordre, le CHU de Montpellier, se tait, en retrait. Et où est l'État ? Absent. Pas de nouvelle du ministère de la santé. La préfecture de l'Hérault ne les a pas reçues. Alors que c'est ici, doublement, le rôle de l'État d'intervenir. D'abord parce que le donneur d'ordre, c'est l'État, *via* le CHU. C'est l'État qui fixe le cahier des charges de la sous-traitance, avec des clauses de « responsabilité sociale » bidons ou non. C'est l'État qui pourrait définir des règles pour que « sous-traitance » ne rime plus avec « maltraitance ». Ensuite, parce que l'État est le garant de l'ordre public, doit protéger le faible contre le fort, rétablir les plateaux de la balance. Or là, l'injustice, même dans sa banalité, l'injustice est flagrante : des hommes et des femmes qui se lèvent en pleine nuit, pour un maigre salaire et on leur pourrit un peu plus la vie ? On les presse, on les dégoûte ? C'est de Leïla, Nacera, Khadidja et de leurs camarades que le Président parlait, au cœur de la crise covid : « Il faudra se rappeler, promettait-il, que le pays tout entier repose aujourd'hui sur ces femmes et ces hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal ». Pour elles, pour eux, qu'est-ce qui a changé ? Rien. Ou alors, en pire : la retraite, reculée de deux années, alors qu'à cinquante ans, déjà, les coudes sont rouillés, les épaules coincent, les troubles musculosquelettiques s'installent dans les corps. L'inflation qui grève leurs petits budgets. Et maintenant, le rythme qu'on leur demande d'accélérer, d'accélérer, d'accélérer... Au printemps 2023, en plein conflit sur les retraites, le chef de l'État et la Première ministre s'engageaient sur « un nouveau pacte de la vie au travail ». On ne voit rien venir. L'entretien compte 2,3 millions de salariés dans le pays. Des femmes pour beaucoup, qui subissent des temps partiels, qui respirent de produits chimiques, qui travaillent en horaires décalées, qui souffrent des bras du dos à cause de leur métier et leur travail, on le rend plus pénible encore ? Et l'État va se croiser les bras en disant : « Je ne peux pas » ? Le Gouvernement peut. Le Gouvernement ne veut

pas. Pour les salariés, les ouvriers, le Gouvernement est passé de « L'État ne peut pas tout » à « L'État ne veut plus rien ». Mais pour repousser les retraites, contre des millions de Français dans la rue, contre tous les syndicats unis, contre 80 % des salariés, contre même une majorité à l'Assemblée, le Gouvernement a voulu et le Gouvernement a pu. Pour supprimer l'Impôt de solidarité sur la fortune, il a voulu et il a pu. Pour installer la *flat tax*, le Gouvernement a voulu et le Gouvernement a pu. Alors, alors il est temps de vouloir et de pouvoir, non plus pour les financiers, non plus pour les grandes fortunes, mais pour les « hommes et les femmes qui tiennent le pays debout ». Il lui demande sa position sur ce sujet.

Données clés

Auteur : [M. François Ruffin](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 13564

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Travail, plein emploi et insertion

Ministère attributaire : [Santé et prévention](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 décembre 2023](#), page 10869

Question retirée le : 11 juin 2024 (Fin de mandat)